

**ARRETE TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION
« TRAVAUX RUE DE LA FORGE »**

N°91/24
Annule et remplace le N°38/24

Le Maire de la ville de THOIRY,

Vu le Code Général des collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1 et suivants ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 417-6 et R 417-10 ;

Vu le Code Pénal et notamment les articles R 610-5 et R 644-2-1 ;

Vu le décret n°2022-185 du 15 février 2022 modifiant la classe de la contravention prévue à l'article R. 610-5 du code pénal et instituant de nouvelles contraventions ;

Vu la délibération n°DEL-2023-21 du Conseil Municipal du 08 mars 2023 fixant la grille tarifaire pour les marchés et droits de place ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu le Règlement Sanitaire Départementale de l'Ain ;

Vu la demande formulée le 4 mars 2024 et adressée à la Ville par l'entreprise EAB Construction domiciliée 20 boulevard Yves Farge, 69007 LYON ;

Vu l'avis favorable de la ville de THOIRY (01) ;

CONSIDERANT la nécessité de réglementer temporairement le stationnement et la circulation afin d'assurer la sécurité publique, pour permettre à l'entreprise EAB Construction d'effectuer des travaux de construction à l'angle de la rue de la Vierge et de la rue de la Forge à THOIRY (01710),

ARRETE :

Article 1 :

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande pour permettre l'installation d'un échafaudage et une aire de déchargement à l'adresse suivante : angle de la rue de la Vierge et rue de la Forge ; à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

du mardi 2 avril 2024 au lundi 30 septembre 2024

Article 2 :

Le stationnement sera interdit côté pair et impair au droit du chantier. Cette réglementation ne s'applique pas aux véhicules affectés au déroulement du chantier.

Article 3 :

L'installation de l'échafaudage et la signalisation de la zone de travaux sera conforme à la réglementation en vigueur. L'emprise de l'échafaudage au droit de la propriété sera de 45 mètres de long. Il sera disposé de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux pluviales, l'accès aux installations de sécurité ou de protection civile.

Article 4 :

L'occupation du domaine public demandée pour une durée calendaire de 182 jours est autorisée à titre temporaire, précaire et révocable. Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Elle donnera lieu au paiement d'une redevance communale conformément aux dispositions de la délibération n°DEL-2023-21 du Conseil Municipal du 08 mars 2023 fixant la grille tarifaire pour les marchés et droits de place.

Article 5 :

Compte tenu des renseignements fournis par le pétitionnaire, cette redevance s'élèvera pour la période du mardi 2 avril 2024 au lundi 30 septembre 2024 à : **0,7 € x 100 m² x 182 jours + 15 € = 12 755 € et 0,7 € x 45 ml x 182 jours = 5733 € ; pour un total de 18 488 €**

Le montant de la redevance s'élève donc à **18 488 €** payables pour **182 jours** d'occupation du domaine public. Cette somme sera versée à l'échéance de la présente autorisation dès réception d'un titre de paiement émis par le comptable assignataire des paiements du Trésor Public. Le non-paiement de la redevance entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation. Toute demande d'annulation du bénéfice de cette présente autorisation doit faire l'objet d'un écrit (courrier, mail) avant le début de la date indiquée. Faute de respect de cette présente procédure, les frais détaillés ci-dessus seront et resteront pleinement dus.

Article 6 :

Les règles de circulation seront provisoirement modifiées dans les conditions suivantes :

- Il est instauré un sens unique de circulation rue de la Forge, dans le sens rue de la Vierge-rue du Puits Mathieu
- L'accès de la rue de la Forge depuis la rue du Puits Mathieu sera interdit à la circulation de tous les véhicules
- les voies de circulation pourront être rétrécies avec empiètement sur la chaussée
- la vitesse de circulation sera limitée à 30 km/h
- les dépassements seront strictement interdits

Le pétitionnaire doit veiller à ce que soit maintenue l'accès éventuel des véhicules des services de sécurité, d'incendie et de propreté publique.

Un itinéraire de déviation sera mis en place par le pétitionnaire comme suit :

- Rue du Puit Mathieu, angle rue de la Forge, en direction de la rue Briand Stresemann

Article 7 :

La circulation des piétons sera maintenue en permanence par la mise en place d'un cheminement balisé et sécurisé d'une largeur égale ou supérieure à 1,40 m. Si la largeur du cheminement conservée est inférieure à 1,40 m, les piétons devront être déviés sur le trottoir opposé à la zone d'intervention.

Article 8 :

L'entreprise intervenante sera chargée de la mise en place, de l'entretien, de la signalisation réglementaire nécessaire à l'exécution du présent arrêté. La signalisation sera conforme à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Article 9 :

Le pétitionnaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, la collectivité pourra suspendre ou retirer immédiatement l'autorisation d'intervention, ou mettre en demeure le pétitionnaire de remédier aux malfaçons.

Article 10 :

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas d'abrogation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de l'abrogation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 11 :

Les infractions aux dispositions du présent règlement seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les véhicules en stationnement interdit seront considérés comme gênant et il sera procédé à leur enlèvement aux frais de leurs propriétaires.

Article 12 :

Toutes les dispositions contraires au présent arrêté contenues dans les arrêtés et règlements municipaux antérieurs sont abrogées.

Article 13 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de THOIRY, et devra être obligatoirement affiché sur le lieu d'intervention par le pétitionnaire.

Article 14 :

- Monsieur le Directeur Général des Services,
 - Madame la Directrice des Services Techniques,
 - Monsieur le Responsable de Police Municipale,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 15 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la communauté de brigade de gendarmerie de Thoiry,
- Monsieur le Capitaine responsable du Centre d'Incendie et Secours de THOIRY,
- Au Responsable de l'entreprise EAB Construction.,

Article 16 :

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Lyon, sis 184, rue Duguesclin-69433 LYON Cedex 03, pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à Thoiry,
Le 5 mars 2024

Le Maire,
Muriel BÉNIER

